

Mesures en faveur du livre : de nombreux éditeurs nous ont fait part de leurs souhaits

Quelques idées pour le prochain gouvernement

« Citez une mesure concernant la politique du livre que vous souhaitez voir mise en œuvre par le prochain gouvernement ». Interrogés pendant le Salon du livre, des éditeurs répondent :

Teresa Cremonesi (Flammation) : « Je suis si peu interventionniste que je ne demande rien, excepté le respect de la loi sur le prix unique du livre. »

Olivier Cohen (éd. de l'Olivier) : « Garantir de manière absolue le respect de la loi Lang. »

Jacques Binszok (Panama) : « Moins l'Etat intervient dans nos affaires, mieux c'est. Je suis pour le maintien de la loi sur le prix unique, mais hostile aux subventions. »

Patrice Rötig (Bleu autour) : « Il faut revenir sur la réduction de 5 %, car elle parasite la loi sur le prix unique du livre et fait croire aux gens que les livres coûtent moins cher en grande surface. »

Paul Otchakovsky-Laurens (POL) : « Recevoir de fond en comble la loi relative aux droits d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (Dansi) en ce qui concerne le livre. C'est l'urgence absolue. »

Irène Lindon (Ed. de Minuit) : « Ne pas tout laisser gratuit. Si par exemple on généralise l'exception handicapée [incluse dans la loi Darsi] aux malvoyants, les éditeurs n'ont plus qu'à aller se coucher. »

Michel Valensi (Ed. de l'Eclat) : « Intégrer la problématique d'Internet dans la loi sur le prix unique. »

Philippe Héracles (Le Cherche Midi) : « Il faut préparer l'avenir pour la profession, qui est en pleine mutation : Internet, diffusion, distribution, tout est à remettre à plat. Seule certitude, le chacun-pour-soi, c'est la mort pour tous. »

Alain Noël (Presses de la Renaissance) : « Le grand bouleversement à venir, c'est l'encre électronique. Comment va-t-elle s'articuler avec le papier ? A

quoi ressemblera une librairie dans dix ans ? »

Laure Leroy (Zulma) : « Que le ministère de la culture se fasse l'avocat du livre auprès de toutes les autres institutions et serve de médiateur de la profession auprès de Bercy et de La Poste... »

Claire Paulhan : « Il faut garantir un tarif postal pour le livre qui permette son achèvement à un coût bon marché. Aujourd'hui envoyer un livre de 800 grammes par la Poste coûte 10 €, ce qui est dissuasif. De même, il manque sur Paris l'équivalent du service Prisme qui permet la livraison des livres en province et en Belgique. »

Marion Mazauric (Au Diable Vauvert) : « Pour aider les éditeurs indépendants, il faudrait mutualiser certains services communs au niveau régional, par exemple, la comptabilité. »

Yves Michalon : « Aider au financement des logiciels de gestion pour les petits éditeurs. »

Philippe Rey : « Augmenter le budget du Centre national du livre (CNL) qui reste modeste au regard de celui accordé au cinéma afin de favoriser des niches éditoriales (les aides aux projets difficiles) et améliorer les bourses pour les écrivains. »

Un appel en faveur de la bibliodiversité

L'Alliance des éditeurs indépendants, qui rassemble 80 éditeurs de quarante nationalités, a adressé une lettre ouverte aux candidats listant des mesures concrètes en faveur de la bibliodiversité (autrement dit la diversité éditoriale). Parmi ces mesures :

- « Défendre au niveau européen le

Olivier Nora (Grasset) : « Se pencher sérieusement sur la question de la retraite des écrivains et créer une caisse de compensation et de péréquation, comme pour le cinéma. Je ne serai pas choqué que l'on crée un "1 % Dan Brown" pour financer la retraite des écrivains. »

Olivier Rubinstein (Denoël) : « Une unification des aides européennes à la traduction. »

Jean-Marc Roberts (Stock) : « Interdire à jamais que les livres soient vendus en kiosque. »

Claude Durand (Fayard) : « Que l'Etat accorde une subvention pour que l'entrée au Salon du livre soit gratuite pour tous et que cela permette aux visiteurs d'acheter plus de livres. »

Françoise Nyssen (Actes Sud) : « Assurer la variété du tissu éditorial français et le maintien d'entreprises de toutes tailles. »

Isabelle Gallmard (Mercure de France) : « Multiplier les lieux de lecture. »

Philippe Picquier : « Implanter des librairies en régions, les aider, les soutenir. Il existe de véritables trous dans le maillage national. »

Héloïse d'Ormesson : « Les librairies

indépendantes sont les premiers frappés par l'augmentation du prix des biens commerciaux en centre-ville. La seule mesure, c'est de les aider à se libérer de cette charge, même si l'Etat est accusé d'assistanat. »

Liana Levi : « Il faut aider les libraires par des dégrèvements fiscaux sur la taxe professionnelle. »

Sabine Wespieser : « Améliorer les salaires des libraires dont la moyenne se situe juste en deçà du smic. »

Pierre-Jean Balzan (La Fosse aux ours) : « Le service public de la lecture ne passe pas que par les bibliothèques, il touche les librairies qui tissent du lien social. Il faut étendre le décret Saur [qui donne des moyens aux maires pour maintenir des commerces en centre-ville] aux librairies. »

Viviane Hamy : « Que l'éducation nationale donne le goût de la lecture aux enfants, charge à nous de susciter l'intérêt et la curiosité des lecteurs. »

Dominique Gautier (Le Dilettante) : « Rendre la lecture obligatoire. »

Anne-Marie Métaillé : « Que l'éducation nationale fasse comprendre aux enfants que la lecture est essentielle au développement des personnes. »

Jean-Loup Chiflet (Hugo & Cie) : « Réaffirmer la dimension ludique de l'apprentissage de la lecture. »

Oliver Gallmeister : « Faire en sorte que les enfants sachent lire à 6 ans. Toutes les autres mesures, celles qui concernent la surproduction comme la qualité des livres ne relèvent pas directement de l'Etat, mais des éditeurs. »

Xavier de Bartillat (Perrin) : « Accroître le nombre des bibliothèques. »

Christian Bourgois : « Salaries de lecteurs ! Cela devient de plus en plus difficile de faire vivre une maison d'édition avec 500 lecteurs. Du sont passés les 1 500 à 2 000 lecteurs réguliers que nous connaissons auparavant ? » ■